

Document

La demande intérieure des pays émergents reste faible (05.06)

Le Monde 04.06

La mondialisation de ces dix dernières années n'a pas créé suffisamment de richesses dans les pays émergents pour leur permettre de se redresser seuls après la crise. Telle est, en synthèse, le constat de l'étude *"la mondialisation : stop ou encore"* publiée jeudi 4 juin par la société d'assurance-crédit Euler Hermes SFAC. *"Il va falloir inventer une nouvelle mondialisation"*, conclut Karine Berger, directrice des études économiques et sectorielles de cette filiale du groupe Allianz.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que ces pays, et la Chine en particulier, soient capables de développer suffisamment leur marché intérieur. Seule cette condition leur permettrait de garder, voire de renforcer leurs positions dans le monde, en dépit de la chute de leurs exportations vers les pays développés. Mais globalement, les experts d'Euler Hermes doutent qu'ils y parviennent.

Car pour l'instant, les pays développés assurent les deux tiers de la consommation mondiale et concentrent les trois quarts des investissements. *"Ils restent de loin les principaux moteurs de l'économie mondiale"*, affirme l'étude. Certes, cette demande a assuré la croissance des pays émergents, où la production industrielle a fortement progressé depuis 2000 en raison du faible coût de la main-d'oeuvre locale. Mais il s'est agi d'une production presque sans valeur ajoutée, affirment les auteurs de l'étude. *"Cet immense réservoir de main-d'oeuvre à bas coût freine l'inflation salariale dans les pays émergents les plus peuplés, limitant le potentiel de la demande privée par habitant des pays émergents"*, analyse l'étude. C'est le cas en Chine.

En revanche, dans les pays de l'Est, les salaires ont évolué. *"Mais dans ces pays, les investisseurs étrangers sont allés trop loin. Trop d'usines ont été construites. Il va falloir en fermer, pour rendre ces économies globalement compétitives"*, prédit M^{me} Berger.

L'étude sur l'attractivité européenne d'Ernst & Young, publiée elle aussi le 4 juin, accreditte cette thèse. Les dirigeants interrogés pour cette étude mettent l'Europe de l'Ouest en tête des destinations dans lesquelles leurs sociétés pourraient investir - l'Allemagne en particulier. Ils sont plus nombreux à se tourner vers cette région qu'en 2008. En revanche, le nombre de dirigeants envisageant d'investir en Chine, en Inde ou en Russie diminue.

Car la crise incite à la prudence. *"Dans ce contexte de stagnation du nombre d'annonces d'implantations en Europe, le maintien de l'attractivité de l'Europe occidentale ne fait qu'accroître l'impact négatif de la crise sur l'Europe centrale et orientale. Conquérir ou mener des investissements dans ces marchés européens encore neufs, même à moindre coût, ne constitue pas aujourd'hui une priorité, les entreprises préférant sécuriser leurs actifs existants et historiques"*, estiment les experts d'Ernst & Young.

PEU D'ACHATS D'AUTOMOBILES

Ce retrait des investissements dans les pays émergents, associé à la chute des exportations, ne va pas permettre à la demande intérieure de ces pays, très faible actuellement, de se développer.

Les achats d'automobiles, de jouets, de médicaments resteront peu élevés en Chine, prédisent les experts d'Euler Hermes. La consommation de biens technologiques pourrait aussi ralentir en raison de la baisse de la demande des entreprises. Et si les ventes de ciment s'envolent dans les pays émergents, ce pourrait être le signe d'une nouvelle crise asiatique, se demande, toujours pessimiste, M^{me} Berger, qui doute que les constructeurs arrivent à rentabiliser leurs investissements.

Seul l'habillement pourrait ne pas trop souffrir : *"On observe un vrai démarrage de la dépense de vêtements par habitant"*, analyse M^{me} Berger. *"Le scénario le plus probable est que les émergents sortent faibles et appauvris de la crise"*, poursuit-elle.